

2015-06-05

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

---

### Projections économiques pour la Belgique – Printemps 2015

(Article pour la Revue économique du mois de juin 2015)

Cet article présente les nouvelles projections macroéconomiques pour la Belgique pour la période 2015-2017, réalisées par la Banque dans le cadre des exercices de prévision de l'Eurosystème.

En ce qui concerne l'environnement international, les perspectives de croissance ne se sont guère améliorées depuis la publication des prévisions de décembre 2014. En effet, même si elles devraient y demeurer robustes pour le moyen terme, certains pays avancés ont vu leur activité économique se ralentir récemment. Quant aux économies émergentes, dont plusieurs sont aussi exportatrices de pétrole, la croissance à moyen terme y serait assez inégale, tout en continuant de surpasser celle des économies avancées.

Dans la zone euro, la reprise en cours bénéficie actuellement de vents favorables. La forte dégrèvement des cours du pétrole, la dépréciation de l'euro et les bas niveaux de taux d'intérêt - les deux derniers éléments étant largement attribuables à l'assouplissement de la politique monétaire de la BCE - représentent de puissants facteurs de soutien de la demande, dans un contexte de politiques budgétaires moins restrictives. Selon les projections de l'Eurosystème, le PIB réel de la zone euro progresserait de 1,5 % en 2015, taux de croissance qui monterait ensuite jusqu'à environ 2 % en 2016-2017. L'inflation dans la zone euro resterait encore très faible cette année, en raison du net repli des prix énergétiques depuis l'été de 2014, mais elle s'accélérait sensiblement par après, atteignant 1,8 % en 2017.

En Belgique, la reprise économique se poursuit à un rythme relativement modérée dans la foulée de l'embellie dans la zone euro. Les prévisions de croissance pour le PIB sont de respectivement 1,2% en 2015, 1,5 % en 2016 et 1,7% en 2017. La consommation privée demeurera vive cette année, grâce notamment à l'effet favorable qu'exerce actuellement l'allègement de la facture énergétique sur le pouvoir d'achat des ménages. Malgré une bonne tenue du marché du travail, l'incidence de la modération des salaires sur le revenu disponible des ménages devrait ensuite en freiner l'évolution. Les investissements des entreprises - largement affectés en 2014 par des facteurs spécifiques - reprendraient peu à peu vigueur, à mesure que la reprise revêt un caractère plus durable et que leur rentabilité s'accroît. Étant donné les mesures d'économie décidées à tous les niveaux de pouvoir, la consommation publique augmenterait, pour sa part, de manière assez limitée. Au total, la demande intérieure contribuerait de façon relativement stable à la croissance totale au cours de la période 2015-2017, et ce sont donc surtout les développements des exportations nettes qui seraient à l'origine du raffermissement du profil de croissance en 2016 puis en 2017. Celles-ci iront en se renforçant, à mesure que le rétablissement de la compétitivité-coût des firmes belges se reflète dans leurs performances à l'exportation.

L'embellie conjoncturelle et l'évolution modérée des coûts salariaux soutiendront les créations nettes d'emplois, qui, cumulées sur la période 2015-2017, se monteraient à 94 000 unités, le taux de chômage revenant de son côté sous la barre des 8 % en 2017.

Malgré le rebond des derniers mois, l'inflation resterait encore très faible en 2015, à 0,6 %, avant de se redresser à 1,5 % en 2016 et en 2017. En 2015, elle sera encore considérablement influencée par la baisse des prix énergétiques, mais la remontée de ces derniers, combinée à la hausse des prix des produits alimentaires, devrait se poursuivre et influencer positivement le rythme d'accroissement des prix à la consommation dès 2016. Même si le récent infléchissement du cours de l'euro, et donc le renchérissement des importations en provenance des pays en dehors de la zone euro exerceront une pression à la hausse sur les prix en 2015, l'inflation sous-jacente, c'est-à-dire l'inflation expurgée de l'influence des prix des composantes volatiles, diminuerait graduellement en raison de la modération des coûts intérieurs. Sous l'effet de l'augmentation de la productivité et des mesures prises en vue d'améliorer la compétitivité, les coûts salariaux par unité produite dans le secteur privé resteraient en effet pratiquement inchangés jusqu'en 2016.

Si on ne tient compte que des mesures budgétaires annoncées par le gouvernement fédéral et les entités fédérées, dans la limite des dispositions applicables aux exercices de prévision de l'Eurosystème, le déficit public devrait reculer sur l'horizon de projection et retomber à 2 % en 2017. Pour atteindre les objectifs fixés dans le programme de stabilité de la Belgique, des mesures additionnelles seront donc nécessaires, en particulier lors de l'élaboration des budgets de 2016 et de 2017. La dette publique resterait aux alentours de 107 % du PIB durant toute la période de projection.

<b>Projections pour l'économie belge: synthèse des principaux résultats</b> (pourcentages de variation par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)				
	2014	2015 e	2016 e	2017 e
<b>CROISSANCE</b> (données corrigées des effets de calendrier)	1,1	1,2	1,5	1,7
PIB en volume				
Contributions à la croissance:				
Dépenses intérieures, hors variation des stocks	1,9	1,3	1,3	1,5
Exportations nettes de biens et de services	0,2	0,0	0,2	0,3
Variation des stocks	-1,0	-0,1	0,0	0,0
<b>PRIX ET COÛTS</b>				
Indice des prix à la consommation harmonisé	0,5	0,6	1,5	1,5
Indice-santé	0,4	0,8	1,2	1,4
Déflateur du PIB	0,6	0,9	1,0	1,4
Termes de l'échange	0,5	1,0	-0,3	-0,2
Coûts salariaux par unité produite dans le secteur privé	-0,1	0,0	0,1	0,9
Coûts salariaux horaires dans le secteur privé	0,8	0,3	0,6	1,6
Productivité horaire dans le secteur privé	0,9	0,3	0,6	0,7
<b>MARCHÉ DU TRAVAIL</b>				
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers de personnes)	17,7	23,9	30,6	39,5
Volume total de travail <sup>1</sup>	0,3	0,7	0,9	1,1
Taux de chômage harmonisé (pourcentages de la population active âgée de plus de 15 ans)	8,5	8,5	8,3	7,9
<b>REVENUS</b>				
Revenu disponible réel des particuliers	2,0	0,8	0,7	1,2
Taux d'épargne des particuliers (pourcentages du revenu disponible)	14,3	13,6	13,3	13,5
<b>FINANCES PUBLIQUES</b>				
Solde primaire (pourcentages du PIB)	-0,2	0,1	0,2	0,4
Solde de financement (pourcentages du PIB)	-3,2	-2,7	-2,4	-2,0
Dette publique (pourcentages du PIB)	106,6	107,0	107,6	106,8
<b>COMPTE COURANT</b> (selon la balance des paiements, pourcentages du PIB)	1,4	1,4	1,4	1,6
Sources: CE, DGS, ICN, BNB.				
<sup>1</sup> Nombre total d'heures ouvrées dans l'économie.				